

# C-CfA Document de Position

Septembre 2007

## A. LES CHANGEMENTS SOUHAITES EN MATIERE DE GOUVERNANCE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

### I. Recommandation

- a. Inclusion des OSC comme un secteur important dans les priorités des pays.
  - b. Augmenter le dialogue entre les partenaires du développement
  - c. Un agenda de développement basé sur les priorités africaines
- Les gouvernements: Ceux-ci devraient développer soigneusement les politiques nationales et analyser toutes les politiques du développement, y compris le commerce, et doivent renforcer leur capacité à cet égard.
  - Les ONG/ les OSC : devraient se repositionner à travers le développement de capacité dans les engagements importants avec les partenaires, à travers la formulation, l'analyse, le contrôle et l'évaluation de la politique, y compris le développement du personnel.
  - Les blocs économiques régionaux : devraient être renforcés et donner lieu à un engagement actif avec les ONG/OSC.
  - Le G8 doit renouveler la méthode communautaire en suivant une approche qui parte davantage des aspirations des pays africains en général que du sommet, et en complétant plus efficacement les instruments de ses politiques par des outils non législatifs
  - Le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et les organes électoraux: Des secteurs législatif et judiciaire de qualité, aux niveaux national et local, sont essentiels pour créer et maintenir un milieu propice à l'élimination de la pauvreté.
  - L'un des principaux atouts du continent africain devrait être le renforcement des capacités de gestion, en particulier des capacités nationales.

### II. 1<sup>er</sup> point nécessitant d'être changé

- Augmentation des dialogues entre les partenaires du développement mènera aux bons processus de planning aussi bien qu'à un agenda souhaitable du développement national.

La gouvernance des ONG et la participation citoyenne doivent être des valeurs ajoutées à la politique du gouvernement pour le développement des pays africains les moins avancés. D'où l'implication des acteurs non étatiques (ONG, SYNDICAT, ASSOCIATIONS ...) dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation des projets et programmes financés par les bailleurs.

La perception générale est que les gouvernements africains n'engagent pas tous les partenaires de façon active, surtout les organisations des sociétés civiles, dans la formulation, le contrôle et l'évaluation des politiques du développement national. On dit que les gouvernements sont plutôt insensibles aux besoins des pauvres en acceptant et en mettant en œuvre aveuglément les politiques qui leur sont imposées depuis l'extérieur. A titre d'exemple, on peut citer le cas du commerce international. On s'aperçoit également que les gouvernements africains participent aux réunions des bailleurs aussi bien qu'à des conférences similaires sans préparations adéquates.

Afin d'aborder ces questions, la société civile lance un appel aux gouvernements afin qu'ils soient plus transparents et responsables. Au lieu de rendre superficiel la participation des sociétés civiles dans les politiques du développement national, il est temps que les gouvernements reconnaissent et acceptent dûment la société civile comme un vrai partenaire complémentaire en matière de développement. Par exemple, les gouvernements doivent faire des efforts conséquents pour inclure la société civile dans les discussions sur le commerce international.

### **III. 2<sup>ème</sup> point nécessitant d'être changé**

La gouvernance des gouvernements africains doit être gérée de façon consensuelle avec les acteurs non étatiques et toutes les autres couches sociale et politique. Il y a donc nécessité d'une gouvernance concertée, autour d'un partenariat public privé pour limiter les privatisations tous azimuts observés dans nos Etats.

Aussi, les bailleurs doivent-ils accompagner les politiques de développement des Etats Africains à travers un soutien dans les domaines suivants : Agriculture, l'industrie, les télécommunications (TIC) et le commerce.

Les ONG/OSC jouent et continuent à jouer des rôles prépondérants dans le développement national. Toutefois, plusieurs ONG/OSC continuent à traîner dans l'analyse du développement actuel. Alors que plusieurs gouvernements africains n'ont pas montré leur engagement vrai pour une participation active des ONG/OSC, le sentiment général est que plusieurs ONG/OSC manquent toujours les capacités de plaider afin de travailler en collaboration étroite avec leurs gouvernements. De plus, plusieurs ONG/OSC ne sont ni transparentes ni responsables et exhibent une approche d'amateur aux questions de développement.

Nous devons organiser nos affaires par rapport à la légitimité, à la responsabilité et à la transparence au niveau collectif et individuel afin de réaliser le rôle de la société civile à travers leurs organisations, leurs associations, etc. dans l'engagement constructif aux processus de faire avancer la paix, le développement et les droits humains.

Les OSC se trouvent dans une meilleure situation parce que quelques éléments dans le gouvernement ont l'impression que les OSC ne mettent en œuvre que les directives de leurs bailleurs. En effet, il existe des bailleurs qui imposent certaines conditions avant d'entreprendre le financement.

En face d'une telle situation, il serait souhaitable que les gouvernements africains incluent le soutien budgétaire à la société civile en tant que partenaire dont le domaine d'intérêt est pour le bien de tout le pays. Tout en tenant compte que le budget des pays africains est financé depuis l'extérieur, le Japon pourrait accroître ses efforts dans les contributions budgétaires en focalisant beaucoup plus sur la société civile.

### **IV. 3<sup>ème</sup> point nécessitant d'être changé**

La perception générale est que les blocs économiques africains au niveau sous-régional ne sont que des extensions des paroles des leaders africains lors des sommets. Encore une fois, les blocs économiques au niveau sous-régional manquent la coordination interne aussi bien qu'externe. De plus, le niveau de leur engagement à la société civile manque de sérieux.

Les organisations de la société civile peuvent combler le vide laissé par l'État et prôner et supervisant des réformes qui favorisent le développement humain durable.

Les organisations de la société civile qui oeuvrent en faveur du développement complètent — plus qu'elles ne remplacent — l'État.

Elles n'ont pas les capacités adéquates en matière d'analyse des problèmes, de plaider et de sensibilisation, de constitution de réseaux, de gestion et de mobilisation de ressources

La démocratie, la transparence et la responsabilité dans la conduite des affaires publiques et l'administration dans tous les secteurs de la société sont les bases indispensables à la réalisation d'un développement social durable et centré sur l'être humain.

Lorsque nous relevons la question des priorités africaines, nous devons être en charge en déterminant nos propres choix. Cependant, ce qui se passe fréquemment c'est que nous ne sommes pas permis de définir nos priorités à cause de soutien financier. Les indicateurs à réaliser ne sont pas fixés par les africains, c'est-à-dire que les gens se mêlent de nos choix de façon indirecte. Il n'y a pas d'indication de ce qui est important pour le pays parce que ce sont les bailleurs et les partenaires de coopération qui prennent des décisions basées sur les questions qui leur intéressent.

Ce dont nous voulons est l'assistance pour le développement – c'est-à-dire l'assistance productive afin de réduire le besoin de cette assistance et non perpétuer la dépendance. L'assistance devrait cibler les aspirations de développement. A cet égard, les partenaires/les bailleurs devraient s'abstenir d'imposer des conditionnalités aux gouvernements africains et aux OSC

## **B. LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE**

### **I. Recommendations**

- TICAD devrait servir d'outil au Japon pour mettre l'Afrique en priorité sur l'agenda des G8
- Les partenaires internationaux, y compris le gouvernement japonais doivent renforcer leur partenariat avec les OSC/ONG
- Renforcer la coopération entre les réseaux africains et japonais.
  - a) Consolider la société civile africaine et renforcer les mécanismes contribuant à l'émergence de la démocratie.
  - b) Développer une ligne de programme spécifique accessible aux organismes internationaux et à la société civile africaine, en valorisant les enseignements du programme Démocratie et droits de l'Homme,
  - c) Accroître très considérablement le financement des programmes pour la réduction de la pauvreté.
  - d) Accroître les engagements du G8 pour combler les déficits prévisibles. Il faudra réaffecter une partie de l'aide aujourd'hui allouée à d'autres sous-secteurs de l'éducation, l'environnement
  - e) : Accorder de l'importance à la collaboration des Bailleurs et des organismes internationaux avec les organisations de la société civile du fait de leurs capacités de s'ajuster, d'innover, d'entretenir des relations directes avec les pauvres, de stimuler la participation et d'exprimer les vues locales, de leur efficacité, de leur obligation de rendre des comptes au niveau local et de leur évaluation indépendante des problèmes.
- La JICA, la TICAD et la C-CfA doivent jouer un rôle prépondérant en invitant les structures responsables à tenir leurs promesses et leurs engagements, à initier les réunions pour évaluer le progrès, à planifier pour le G8 prochain et à assurer l'implication aussi bien des africains que des gens vivant avec le VIH/SIDA.
- S'engager dans la prise de décisions politiques afin d'influencer l'abolition des frais usagers pour des services médicaux. (les politiques de FMI ne favorisent pas les pauvres)
- L'OMS, en partenariat avec UNAIDS doit revoir l'augmentation des buts et des plans de traitement ciblés en s'assurant que ces buts sont à la fois ambitieux et réalistes. De plus, l'OMS doit déclarer un seul but global pour l'accès au traitement d'ici 2010. Les sociétés civiles doivent mettre la pression à travers plaidoyer.
- Engager les sociétés globales – dans les efforts supplémentaires de plaidoyer pour encourager la bonne gouvernance globalement.
- Pratiquer une bonne gouvernance de société.

- Engager les entreprises de tous les secteurs – engager un pourcentage des profits à la taxation pour la santé publique aussi bien que pour le VIH/SIDA.
- Conseiller le G8 afin qu’il finance le fonds global et soutenir les plans nationaux des pays en engageant les structures internationales et les voix locales.
- Conseiller les bailleurs afin qu’ils soient flexibles sur leurs politiques pour que les pays en voie de développement puissent en profiter.

## **II. Situation actuelle**

### 1. Perceptibilité des effets :

- L’Afrique se trouve plus que jamais à la croisée des chemins. En dépit de la richesse de ses ressources naturelles, le continent souffre d’une pauvreté sans précédent, accentuée par une mauvaise valorisation des très nombreux produits tirés de son sol, de son sous sol et de ses rivages. En cherchant à promouvoir la bonne gouvernance dans le cadre des pays africain, les bailleurs de fonds, spécialement celui de Japon, et des organismes internationaux peuvent tirer parti de leur expérience, en s’appuyant sur un mandat clair. Une vision et une politique stratégiques affinées et bien comprises peuvent aider à tirer le meilleur parti de leurs efforts et à réduire les risques en fournissant un cadre directeur et un guide pour les initiatives du programme.
- La perception générale est que les gouvernements africains n’engagent pas tous les partenaires de façon active, surtout les organisations des sociétés civiles, dans la formulation, le contrôle et l’évaluation des politiques du développement national. On dit que les gouvernements sont plutôt insensibles aux besoins des pauvres en acceptant et mettant en œuvre aveuglément les politiques qui leur sont imposées depuis l’externe. A titre d’exemple, on peut citer le cas du commerce international. On s’aperçoit également que les gouvernements africains participent aux réunions des bailleurs aussi bien qu’à de telles conférences sans préparations adéquates. L’aide internationale de développement est fortement liée aux relations avec les gouvernements africains. Les approches bi- et multilatérales avec les gouvernements nationaux ne favorisent guère la participation active des OSC.
- Le défi principal dans le domaine des applications de financement des ONG/OSC aux institutions et aux missions de développement international est ce que les sociétés civiles considèrent de façon générale comme les conditions « inflexibles » de financement.
- De l’aveu général, le manque de transparence et de responsabilité de la part de plusieurs ONG/OSC a largement contribué aux relations difficiles avec les bailleurs et les partenaires.
- Afin d’aborder ces questions, la société civile fait appel au gouvernements afin qu’ils soient plus transparents et responsables. Au lieu de rendre superficiel la participation des sociétés civiles dans les politiques de développement national, il est temps que les gouvernements reconnaissent et acceptent dûment les sociétés civiles comme de vrais partenaires complémentaires en matière de développement. Par exemple, les gouvernements doivent faire des efforts conscients pour inclure les sociétés civiles dans les discussions sur le commerce international.

## **C. LES PERSPECTIVES DE LA SOCIETE CIVILE:**

### **1. Investissement mondial et croissance économique :**

Nous pensons qu’il faut un « deal » mondial, auquel contribueraient tous les pays, développés comme en développement pour pouvoir s’en sortir.

### **2. La conservation de l’environnement et le changement climatique :**

Comme nous le savons, les émissions de gaz carbonique proviennent principalement des pays développés, mais les impacts – comme la désertification, la hausse du niveau des mers et les phénomènes climatiques extrêmes – frappent surtout les pays en développement.

Par contre des mesures d'adaptation devraient être prises, en l'occurrence, sur les ressources en eau, sur l'infrastructure, sur les considérations institutionnelles (facteurs institutionnels, technologiques et culturels), avec les collectivités (le degré de participation du public aux décisions concernant la gestion de l'eau et de l'environnement, l'investissement des collectivités les plus riches dans la conservation de l'environnement).

### **3. La sécurité humaine :**

" L'expansion de la globalisation ces dernières décennies a augmenté la probabilité des menaces frontalières telles que le terrorisme, les maladies infectieuses, destruction environnementale, et le crime organisé transnational, aussi bien que des crises humanitaires telles que des ruptures économiques soudaines et graves et la guerre civile. En faisant face à ces menaces et crises, il est important non seulement de considérer les perspectives globales, régionales, ou nationales, mais de considérer également la perspective "de la sécurité humaine," qui se concentre sur des individus. "La sécurité humaine" signifie "se concentrer sur les différentes personnes et les sociétés de construction dans lesquelles chacun peut vivre avec la dignité d'une part, de protéger et d'autoriser les individus et les communautés qui sont exposés aux menaces réelles ou potentielles" d'autre part.

En outre, le VIH/SIDA est une question qui concerne la sécurité humaine. Il y a deux dimensions principales au VIH/SIDA et à la sécurité humaine. L'un est la menace au développement socio-économique et l'autre est la menace à la survie humaine. Il y a d'évidence étendue pour montrer que le VIH/SIDA a déstabilisé tous les niveaux et secteurs de la société -- s'étendant du ménage à l'emploi, aux systèmes de santé, à l'agriculture, à l'exploitation, au transport, etc.

Alors, la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le VIH/SIDA, la promotion du développement de l'Afrique, le maintien de la paix dans le monde, ce sont des questions que nous devrions prendre attention et se focaliser en terme de coopération, partenariat, réseautage.

### **4. L'accompagnement structurel des politiques de développement dans les pays africains**

Il est nécessaire que le JAPON réclame et accompagne des réformes structurelles au sein des différentes branches des administrations africaines, impliquées dans le processus de développement afin de promouvoir des valeurs d'excellence de travail bien fait. En effet s'il y a un phénomène majeur qui gangrène nos administrations, se sont les disfonctionnement des différentes structures de l'administration et le manque de rigueur dans le positionnement des cadres.

Revoir la politique d'intervention japonaise en Afrique notamment, dans les échanges commerciaux et des nouvelles technologies de l'information, toujours pas accessibles aux plus pauvres.

Mais au-delà de tout, il serait bienséant que les bailleurs au lieu de considérer les pays africains comme d'éternels assistés, mettent à leur disposition les outils techniques devant leur permettre d'acquérir leur autonomie et d'être désormais capable de s'autodéterminer.

## **D. RECOMMANDATIONAS**

### **I. A la Banque Mondiale**

Nous, au nom des pauvres marginalisés souhaitent que la Banque Mondiale prenne l'action sur les demandes suivantes si nous devons avoir la sécurité humaine, atteindre les OMD et prévenir le HIV/SIDA :-

- Annuler toutes les dettes des pays africains, surtout celles octroyées sous les régimes dictatoriaux lors de la guerre froide, en donnant une attention particulière aux pays subsahariens
- Accroître l'assistance de qualité pour l'Afrique
- Travailler vers un plan d'action stratégique pour l'intégration de l'Afrique dans le marché capital global
- Ne pas mener des projets qui détruisent l'environnement comme la déforestation, car la vie des pauvres est gênée ; comme la construction des barrages et l'exploitation minière car ça mène au transfert des populations et cela affecte leurs droits environnementaux, sociaux et culturels (ESCR) de façon négative
- Démocratiser le système électoral et la procédure d'emploi dans le groupe de la Banque Mondiale

## **II. Au G8**

- Annuler les dettes bilatérales des pays africains, surtout celles octroyées pendant la guerre froide. La plupart de ces dettes sont odieuses parce que les pays donateurs savent qu'elles n'ont pas été utilisées à bon escient; on sait bien que la plupart des ressources étaient utilisées pour réprimer leur propre peuple
- Faire mieux pour atteindre leur obligation de PNB de 0.75% pour le tiers monde
- Faire tout ce qu'ils peuvent vers la stabilité de l'Afrique
- Demander leurs ONG de travailler à travers les ONG/OSC authentiques et en collaboration avec les pays africain
- Investir de façon sincère dans les activités du secteur privé qui mèneront à la croissance économique, y compris le secteur informel
- Soutenir les ONG/OSC environnementales
- L'église dans les G8 doit travailler en partenariat avec l'église africaine et la soutenir car elle vit les moments difficiles occasionnés par la perte de ses membres à travers le HIV/SIDA, l'espérance de vie très courte, des maladies qui peuvent être évitées, etc.

## **III. Au gouvernement japonais**

Outre le fait que le Japon doit répondre aux obligations ci-dessus comme tous les autres G8, nous lui demandons le suivant en tant que notre nouvel ami :-

- Ouvrir les institutions japonaises aux africains, y compris et non limité aux instituts de recherches, aux universités, aux instituts techniques professionnelles pour l'assimilation des connaissances qui ont fait du Japon un géant industriel en 60 ans : nous voulons répliquer cette connaissance en Afrique
- Soutenir les stages courts, les programmes de formation, les échanges culturels et les projets conjoints
- Soutenir la Commission civique pour l'Afrique (C-CfA)

## **IV. A TICAD et à TCSF**

En tant qu'événement, processus et plate-forme, nous demandons le suivant entre la TICAD IV et la TICAD V en 2013 :-

- Etablir un lien fort entre le processus de TICAD et le TCSF d'un côté et d'autre, avec la Commission civique pour l'Afrique (C-CfA)
- Renforcer la Commission civique pour l'Afrique (C-CfA)
- Promouvoir des relations entre des ONG/OSC et des syndicats japonais avec leurs équivalents en Afrique à travers le programme de partenariat
- Initier l'idée d'échanges du personnel sur base des stages, y compris les échanges culturels
- Répliquer un équivalent de TICAD en Afrique et on peut ainsi l'appeler « Conférence Africaine sur le Développement et la Paix (ACOD) parce que nous pensons que la C-CfA est l'équivalente de TCSF en Afrique

### Questions spécifiques

1. Pourquoi l'assistance matérielle offerte à quelques institutions et organisations par le projet de l'informatique TICAD /PNUD est toujours d'occasion ? A titre d'exemple, la plupart des ordinateurs sont Pentium 2 d'occasion et ne durent pas.
2. Pourquoi le projet n'a-t-il pas établi un organisme rigoureux chargé du contrôle et de l'évaluation de ses activités ?
3. Quel critère est mis en place pour identifier les organisations qui méritent l'assistance du projet ?
4. Pourquoi le projet n'est-il pas fait connaître au public surtout dans les zones semi urbaines et rurales ?
5. Le gouvernement japonais est actuellement en train de renforcer « éducation pour tous » en construisant les salles de classe au Cameroun. Comment et quand les populations rurales vont-elles profiter de ce projet ?
6. Le développement et la paix : Quel est le rôle de TICAD et de l'aide du développement de la part du gouvernement japonais pour mettre fin à la guerre au Sierra Leone et à la sous région ouest africaine ?
7. Qu'est ce qui motive la TICAD et le JAPON dans le partenariat avec l'Afrique et comment obtenir dans les années à venir des résultats plus encourageants au sein des engagements des G8 ?
8. La bonne gouvernance ne peut s'obtenir sans une pleine implication des medias ?
9. Quel type d'appui institutionnel le Japon peut – il accorder aux entreprises de presse et des medias pour faciliter la communication et le renforcement de capacité autour des enjeux et des actions de la TICAD en Afrique ?
10. Est il possible d'envisager dans les processus d'envoi des dons en Afrique l'implication des ong de base pour s'assurer que les aides atteignent leur destination ?

### V. A C-CfA

- Mettre tout en œuvre pour devenir une entité panafricaine de la société civile africaine sur le plan institutionnel